

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Affaire suivie par : Isabelle ABBATE
Téléphone : 04 88 17 88 84
Télécopie : 04 88 17 88 99
Courriel : isabelle.abbate@vaucluse.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

du 20 NOV 2015

**mettant en demeure
la société APTUNION Industries à APT
de respecter l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral
du 31 mars 2003 modifié
et de régulariser la situation administrative
de son stockage de raclures**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-7, L171-8 et, R512-3 et suivants ;
- VU** le décret du 11 février 2015, publié au Journal officiel de la République Française le 13 février 2015 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°30 du 31 mars 2003, complété par l'arrêté préfectoral n°123 du 12 octobre 2004, autorisant la société KERRY APTUNION à exploiter l'ensemble des activités de son établissement d'APT ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2015, donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant de la société KERRY Ingrédients France à la société APTUNION en date du 12 octobre 2012, puis celui de la société APTUNION à la société APTUNION INDUSTRIES en date du 13 mars 2015 ;

VU le courrier électronique de la société APTUNION Industries adressée à la DREAL le 16 juillet 2015 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 septembre 2015 ;

CONSIDÉRANT que le bâtiment GR3 n'est pas déclaré comme entrepôt ;

CONSIDÉRANT qu'à l'intérieur de ce bâtiment sont stockés des raclures, des produits finis et des encours de fabrication ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi les installations ne sont pas aménagées conformément aux plans et indications techniques contenus dans les dossiers de demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que le non-respect de ces prescriptions par la société APTUNION Industries est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que des raclures (sous-produits de la fabrication) sont stockées depuis au moins 4 ans en vue de leur valorisation ;

CONSIDÉRANT que ces raclures constituent un stock de déchets non dangereux soumis à autorisation sous la rubrique 2760-2 exploité sans l'autorisation requise en application de l'article L512-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'Environnement de mettre en demeure la société APTUNION Industries de régulariser sa situation administrative ;

SUR proposition de madame la directrice départementale de la protection des populations de Vaucluse,

A R R E T E

Article 1

La Société APTUNION Industries, ci-après nommée exploitant, sise Quartier Salignan à APT (84405) est mise en demeure pour le bâtiment GR3 de ses installations situées sur la commune d'APT, de respecter l'article 2.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2003 complété par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2004 d'ici le 31 décembre 2015 au plus tard.

Article 2

La société APTUNION Industries est mise en demeure pour ses installations situées sur la commune d'APT, de régulariser la situation administrative du stockage des raclures, assimilé à un stockage de déchets non dangereux, soit en déposant un dossier de demande

d'autorisation conformément aux dispositions des articles R512-3 et suivants du code de l'environnement, soit en faisant évacuer les raclures, d'ici le 31 décembre 2015 au plus tard ;

Article 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par les articles L 171-7 et L171-8 du code de l'environnement.

Article 4

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

Article 5

Le Secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la sous-préfète de l'arrondissement d'Apt, la directrice départementale de la protection des populations, le maire d'Apt, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 20 NOV 2015

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Thierry DEMARET

Article L514-6 (Modifié par LOI n°2015-992 du 17 août 2015 - art. 143)

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Par exception, la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent être déférées à la juridiction administrative.

I bis.-Les décisions concernant les installations de production d'énergie d'origine renouvelable peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de quatre mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre mois à compter de la publication desdits actes.

II.-supprimé

III.-Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1 (Créé par Décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 - art. 2)

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.